



Illustrations réalisées par Anna Loveday-Brown

Editorial - L'Économie "verte"

La Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable Rio +20, va se tenir au mois de juin, vingt ans après le Sommet de la Terre. Le principal sujet des débats et des discussions sera l'économie « verte ». Derrière ce concept se cache l'objectif de faire de la crise écologique un outil au service de l'accumulation des capitaux. En effet, le système capitaliste considère que ce sont les marchés qui vont permettre de faire face à la crise écologique mondiale. Dans ce cadre, l'économie verte permet de faire passer ce système pour un système durable. Cette édition du *bulletin Nyéléni* nous invite à réfléchir au concept de l'économie « verte », en apportant divers éléments au débat et en proposant des alternatives. On voit clairement que le capital international est en train de s'organiser pour s'approprier des territoires et transformer la nature en une nouvelle forme de marchandise, accentuant l'exploitation et les privatisations. L'économie « verte » place le commerce et le profit par dessus toute considération sociale et par dessus le renouvellement de la vie elle-même. Notre défi est de continuer à bâtir notre capacité de mobilisation sur nos territoires, en nous basant sur les principes de solidarité, d'internationalisation, et d'intégration des peuples, pour faire aboutir notre combat.

Notre tâche essentielle est de mondialiser l'espoir et la résistance.
CLOC-VIA CAMPESINA



**Mobilisez
-VOUS!**

18 Juin - 6 Juillet

Conseil des droits de l'homme - Genève, Suisse

**Soutenez les droits des
paysans et paysannes!**

<http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session20/Pages/20RegularSession>

20 - 22 Juin

Sommet de la Terre Rio+20 - Rio de Janeiro, Brésil

Mobilisez vous !

Joignez et soutenez le *Sommet des Peuples*
<http://cupuladospovos.org.br/en/#>

9 - 16 Juillet

Séminaire international sur la **Réforme Agricole au 21ème siècle** - LVC et la Campagne Globale pour la Réforme Agricole - Bukit Tinggi, Indonésie

9 Août

Journée internationale des peuples autochtones

Abonnez-vous en ligne!

www.nyeleni.org

Aidez-nous à construire le mouvement pour la **Souveraineté Alimentaire**.

Chaque contribution compte:

Soutenez le bulletin Nyéléni.

Banque: BANCA POPOLARE ETICA SCARL

Bénéficiaire: Asociación Lurbide -
El Camino de la Tierra

IBAN: IT76 J050 1812 1010 0000 0134 009

BIC/SWIFT code: CCRTIT2T84A

Sous les feux de la rampe

page 2



Rio +20 : un pas en avant, deux pas en arrière

Confrontées à l'évidence de la crise écologique, les Nations unies ont institué en 1983 la *Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement*, établissant ainsi le lien entre le développement et la destruction de l'environnement. En 1987, la Commission a publié un rapport intitulé *Notre avenir commun*¹, mieux connu sous le nom du rapport Brundtland. C'est là qu'est apparu le concept de **Développement Durable** (voir encadré 3) qui a servi de base aux négociations lors du *Sommet de la Terre* en 1992². Lors de ce sommet les gouvernements se sont mis d'accord sur la création de diverses structures multilatérales telles que la CCNUCC (Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique) et la Convention sur la diversité biologique (CDB) parmi d'autres. **Mais en 20 ans ces outils n'ont pas permis de faire face à la crise écologique.** Bien au contraire, nous affrontons aujourd'hui des dangers divers, d'ordre financier, énergétique, alimentaire, et environnemental du fait du modèle de développement d'un **système capitaliste fondé sur la croissance illimitée, que le Sommet de la Terre en 1992 n'a pas su remettre en question.** En dépit de cela, l'objectif de Rio +20 est clair: il s'agit pour les gouvernements et les multinationales de poser un cadre pour tirer profit de la crise et promouvoir de nouveaux modes de profits. C'est ce qu'ils appellent l'économie « verte ».

1 - <http://www.un-documents.net/wced-ocf.htm>

2 - *Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable*, qui a eu lieu à Rio de Janeiro.

Qui sommes-nous?

Au cours des dernières années, des centaines d'organisations et de mouvements se sont engagés dans des luttes et différents types d'initiatives pour défendre et promouvoir le droit des peuples à la Souveraineté Alimentaire dans le monde. Beaucoup de ces organisations étaient présentes au Forum Nyéléni 2007, au Maili, et se sentent membres d'un mouvement pour la Souveraineté Alimentaire plus large, qui considère la déclaration Nyéléni 2007 comme leur plateforme politique. **Le Bulletin Nyéléni se veut la voix de ce mouvement international.**

Organisations impliquées: Development Funds, ETC Group, FIAN, Focus on the Global South, Food First, Les Amis de la Terre international, GRAIN, Grassroots International, IPC pour la souveraineté alimentaire, La Via Campesina, La Marche mondiale des femmes, Oxfam Solidarité, Radio Mundo Real, le Forum mondial des travailleurs de la pêche, Vétérinaires sans frontières.

Il est temps d'agir pour la Souveraineté Alimentaire!

Qu'est-ce que la biomasse?

(*The New Biomasssters*, ETC Group, 2010)

Éléments vivants ou l'ayant été. Fait référence plus précisément au poids des matières vivantes (plantes, animaux, bactéries, champignons, etc.) présents dans un espace donné. On utilise ce terme actuellement dans l'industrie pour faire référence aux déchets et matériaux biologiques non-fossiles qui servent de matière première à la production de combustibles, produits chimiques, chaleur et énergie. Les hommes et les femmes utilisent 24% de la biomasse terrestre mondiale. La crise actuelle est l'occasion pour Wall Street de monopoliser les 76% restant et d'en faire une marchandise (sans compter celle des océans).



Les acteurs : les regroupements d'entreprises

(*Who will control the Green Economy?* ETC Group, Novembre 2011)

L'attraction qu'exerce la Bio-économie induit **davantage de regroupements d'entreprises dans divers secteurs industriels**. Les principaux acteurs sont: les majors de l'énergie (Exxon, BP, Chevron, Shell, Total); de la pharmacie (Roche, Merck); de l'agro-alimentaire (Unilever, Cargill, DuPont, Monsanto, Bunge, Procter & Gamble); de la chimie (Dow, DuPont, BASF); ainsi que l'armée américaine. Une étude récente montre que en 2007, seules 147 sociétés détenaient près de 40% de la valeur monétaire de toutes les entreprises transnationales.

Les auteurs considèrent que les multinationales n'agissent pas isolément mais qu'elles sont étroitement liées et constituent un réseau de contrôle étroit. Les plus gros détenteurs constituent une sorte de super-entité dans le réseau mondial des entreprises. Les mesures anti-trust ne peuvent rien contre elles.

Trois exemples de regroupements:

- le major de la chimie Dupont et le major du pétrole BP ont constitué une co-entreprise, Butamax qui vise à commercialiser les carburants produits à base d'algues.

- le major chimique BASF et le major pharmaceutique Roche ont créé des partenariats avec l'entreprise de biotechnologie/synthèse biologique Evolva SA (Suisse). Celle-ci est également en partenariat avec l'institut de recherche de l'armée américaine.

- Procter & Gamble, Chevron, Total, Shell, Mercedes-Benz do Brasil, Michelin Tire, Gruppo M&G (plastics manufacturer), Bunge Ltd. and Guarani sont tous partenaires de l'entreprise de synthèse biologique basée en Californie, Amyris.

* Stefania Vitali, James B. Glattfelder, et Stefano Battiston, "The network of global corporate control," arXiv:1107.5728v1, arXiv.org, 28 July 2011.

L'économie « verte » – ou comment profiter de la crise

Malgré son nom attractif, l'économie verte **porte atteinte aux peuples, à leurs droits fondamentaux, et à la nature**. Elle recouvre des propositions variées³ que l'on peut synthétiser sous forme de deux courants.

Le premier vise à promouvoir une *économie post-énergies fossiles*, la *bio-économie*, qui repose sur l'exploitation de la **biomasse** (forêts, sols, plantes et microbes, voir encadré 1). La biomasse fournit du carburant et des matières premières qui vont servir à la fabrication de produits divers, dont des plastiques, des produits chimiques et pharmaceutiques, **en ayant recours à des nouvelles technologies dangereuses**. Cela entraîne une intensification dans l'utilisation des ressources naturelles (la biomasse) qui va aggraver les accaparements de terres, l'expansion des monocultures, l'épuisement de l'eau, des sols et la dégradation de la biodiversité. C'est ce que nous avons observé dans la production des agrocarburants⁴.

Le second courant recourt à la soi-disant *protection des écosystèmes et de la biodiversité* afin de faire de la nature une marchandise, en privatisant et en créant de nouveaux mécanismes financiers. Au départ les deux courants semblaient contradictoires, mais ils illustrent en fait **les stratégies des multinationales pour dénicher de nouvelles opportunités et pour se garantir l'accès aux terres et aux ressources naturelles**⁵.

L'économie verte est un ensemble de projets qui **ne peuvent aboutir que s'il existe des politiques internationales qui les soutiennent et qui subventionnent les entreprises privées concernées**. Le *Sommet de la Terre* est le lieu idéal pour parer celle-ci de la légitimité internationale dont elle a besoin. C'est pourquoi c'est à ce niveau-là que nous devons intervenir pour les en empêcher.

Bio-économie: un paradis pour les nouvelles technologies

Les multinationales cherchent à promouvoir la *bio-économie* qui s'approprie la biomasse pour produire des marchandises. Pour cela, la **Bio-économie a besoin de nouvelles technologies**, dont les manipulations génétiques, les nanotechnologies, et la biologie synthétique. Par exemple, les chercheurs en biologie synthétique modifient l'ADN pour produire des micro-organismes nouveaux qui s'auto-reproduisent. Ce sont des sortes d'usines vivantes qui permettent de transformer la matière vivante (la biomasse), en combustible pour le transport, l'électricité, pour faire du plastique, des produits chimiques, des engrais et autres produits actuellement issus de la transformation du pétrole⁶. *Il n'est donc pas surprenant de voir que les entreprises qui militent en faveur de cette bio-économie sont celles là même qui sont impliquées dans les crises climatique et alimentaire actuelles*. Il est clair que **l'économie verte relève de la croissance économique, et non pas de l'environnement**.

Pourquoi la « bio-économie » rencontre-t-elle autant de succès? Les entreprises du secteur des énergies fossiles cherchent un moyen de faire face au pic pétrolier. Celles des biotechnologies cherchent à ce que le public accepte des technologies qui sont mal vues. Les gouvernements du monde entier cherchent des moyens technologiques pour surmonter les crises. Les secteurs de l'agro-alimentaire, de la sylviculture, de l'énergie et de la chimie cherchent quant à eux de nouveaux moyens pour faire des profits.

La plus grande partie de la biomasse se trouve au Sud, **préservée dans la plupart des cas par des paysannes et des paysans, des communautés de pêcheurs, des bergers et des communautés qui en dépendent pour vivre**. Ce qui veut dire que l'on verra augmenter la pression sur les terres et sur les ressources du Sud (forêts primaires, écosystèmes maritimes, zones humides...) entraînant davantage d'accaparements de terres et le départ des communautés de leur territoire. Avec pour conséquences, l'aggravation de la faim, de la pauvreté et des conflits. La bio-économie va renforcer **le pouvoir déjà considérable des entreprises** (voir encadré 2) qui vont **développer et s'approprier des technologies nouvelles qu'aucune législation ne viendra réguler**.

“Pour protéger il nous faut privatiser”

Les multinationales cherchent à accentuer la marchandisation de la nature, sous prétexte de la préserver. Après avoir privatisé les ressources naturelles (terre, semences, eau...), **elles cherchent à transformer les processus naturels en marchandises**.

Elles appellent cela les *Paiements des Services Environnementaux (PSE)*. Le terme “service” est propre à l'économie de marché: une personne fournit un service à une autre qui l'utilise et qui paye pour cela. Cependant, les services environnementaux ne sont pas fournis par l'entreprise mais par la nature⁷. D'après la logique des PSE, une forêt est un écosystème qui fournit les services suivants: stockage de carbone, eau, protection de la biodiversité, etc. **Ces services (c'est-à-dire la nature elle-même) deviennent désormais des biens qui peuvent appartenir à certains, être vendus, échangés**⁸! Une entreprise peut ainsi acheter des terres,

3 - Le rapport du PNUE (*Programme des Nations Unies à l'environnement*) *Vers une économie verte* illustre l'approche des entreprises et des gouvernements à la veille de Rio+20.

4 - *Bioeconomy vs biodiversity*, Global Forest Coalition, 2012 - (pg. 7) “Récemment, une note du Secrétariat Exécutif de la Convention sur la Diversité Biologique a reconnu l'importance de nombreux rapports récents qui démontrent que les biocarburants aboutissent à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, créent plus de pression sur les ressources en eau et augmentent le recours aux pesticides et aux produits agro-chimiques qui dégradent les sols. Enfin, ils sont souvent à l'origine de cultures d'espèces invasives. (CBD, 2012)”.

5 - Plus d'info dans le rapport *Bioeconomy vs biodiversity*, Global Forest Coalition, 2012

6 - Plus d'info dans le rapport *The New Biomasssters*, ETC Group, 2010

7 - World Rainforest Movement, bulletin - février 2012, <http://www.wrm.org.uy/index.html>

8 - Deux initiatives ont joué un rôle clé pour évaluer le prix de ces « services »: *L'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire (EM)* (<http://www.maweb.org>) et *The Economics of Ecosystems and Biodiversity (TEEB)* (<http://www.teebweb.org>). TEEB a pour objectif de trouver une méthode, un moyen de déterminer la valeur économique de la biodiversité. (World Rainforest Movement, 2012)



lancer une initiative pour la préserver, être rémunérée pour ses services environnementaux, tel que la biodiversité qu'elle offre et compenser ainsi la destruction de la nature occasionnée par ailleurs. Les PSE peuvent ainsi devenir des mécanismes compensatoires pour la dégradation de l'environnement.

D'autres mécanismes axés sur le marché ont été créés en suivant cette même logique. *On peut ainsi détruire un service en un endroit à condition d'en améliorer un autre ailleurs.* Les premiers, qui ont été créés pour faire face au changement climatique, sont le marché du carbone et ses mécanismes de compensation : le mécanisme de développement propre (MDP) en 1997 ou encore le mécanisme REDD (Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la dégradation des forêts) en 2007⁹. On voit de nouveaux programmes de compensation de la biodiversité qui se développent dans le sillon de celui du carbone. Le principe est le même mais au lieu de compenser les émissions de CO₂, c'est la perte de biodiversité qui est compensée. Ainsi un projet de protection de la biodiversité compense une initiative ou une politique qui détruit la biodiversité ailleurs, en ayant recours à des mécanismes axés sur la logique marché — **comme si les écosystèmes étaient interchangeables!** On a vu proliférer récemment différentes initiatives de protection de la biodiversité, promues par les entreprises privées, les gouvernements, ou de grandes ONG, qui ont eu des impacts très négatifs — **tels que la violation des droits des peuples autochtones, des paysans et paysannes et des communautés locales à accéder à leurs terres et à leurs ressources naturelles.**

Nous sommes à un croisement

Rio +20 représente un croisement. Les peuples considèrent que c'est l'occasion de choisir une nouvelle voie. La voie actuelle, comme nous l'avons vu, mène à la mise en place de politiques et à l'instauration de cadres de références **qui visent à offrir aux multinationales des opportunités d'augmenter leurs chiffres d'affaires.** Cela leur permet par là de préserver un système toxique tout en se dégageant de toute responsabilité face aux perturbations climatiques et à leurs conséquences sociales.

L'autre voie est celle qui débute par la souveraineté alimentaire. Il faut garantir aux femmes et aux hommes le droit à produire, distribuer et consommer leur propre nourriture. L'alimentation ne peut être un actif sur les marchés financiers. Elle est ce qui soutient toute vie et c'est donc un droit inaliénable. Les paysannes et les paysans, les pêcheurs artisanaux, les bergers et les populations autochtones **veillent sur de nombreuses ressources naturelles mondiales.** Ils utilisent des méthodes traditionnelles pour gérer les ressources de façon durable et pour vivre en harmonie avec elles. *L'agroécologie* apporte permet de s'attaquer aux causes mêmes de la pauvreté, de la faim et de la crise climatique dans laquelle nous sommes plongés. Elle permet l'intégration de nombreuses communautés à des activités productives porteuses de sens pour le bien de l'humanité et non les intérêts d'une poignée d'investisseurs. Et au-delà, la souveraineté alimentaire permet de tracer la voie d'un autre mode de développement. Un développement *qui se fonde sur le bien être de tous*, protégeant tous les peuples et les ressources naturelles, garantissant à toutes et à tous, et non plus à une minorité, un niveau de vie décent. Il s'agit donc de refuser le modèle industriel de surproduction et de surconsommation que l'économie verte, si elle est mise en place, ne fera que renforcer. **Nous ne parviendrons à ce nouveau modèle de développement qu'en augmentant aux peuples d'avoir accès et de contrôler les terres, l'eau, les semences et la biodiversité. La réforme agraire en constitue la première étape et la clé de voûte.** Nous nous trouvons confrontés au défi de changer notre mode de vie pour en adopter un autre qui nous fasse reprendre des savoirs que le capitalisme nous a parfois fait oublier, et bâtir ainsi un monde où les ressources seront protégées et partagées par toutes et tous.

9 - Plus d'info dans le bulletin Nyéléni Num.1 – www.nyeleni.org

Développement, durable ou vert?

La crise actuelle nous montre qu'un modèle de développement fondé sur une croissance illimitée n'est pas viable car les ressources de la planète sont limitées. Il y a vingt ans le rapport Brundtland introduisait le concept de développement durable pour dépasser ce clivage. Il s'agissait de viser "un modèle de développement qui permette de répondre aux besoins du présent sans empêcher les générations futures d'en faire de même", basé sur le développement social et la protection de l'environnement. Ce concept n'a pas pu répondre au défi de la faim et de la pauvreté. Bien au contraire, il n'a fait que renforcer la mondialisation néolibérale en donnant l'illusion de la soutenabilité.

Il n'a pas su voir les écueils d'une croissance illimitée, ni l'importance de la redistribution pour le bien-être des populations. Depuis, les inégalités au niveau national et international n'ont fait qu'augmenter et nous vivons dans un environnement en plein chaos. Mais en dépit de cela, à la veille de Rio+20, les organisations internationales et les gouvernements continuent de croire en un modèle basé sur les principes néo-libéraux. Ils continuent de défendre de façon irresponsable "la solution de l'économie verte", c'est-à-dire, *une architecture économique qui nie le conflit entre la croissance économique et un environnement durable.*

* UNEP, Note number 3. (Pour plus d'information: Edgardo Lander, *The Green Economy: the Wolf in Sheep's clothing*, TNI - November 2011).

L'écho des campagnes

Histoires courtes de résistance et d'alternatives

L'huile de palme en Indonésie n'est pas « verte ».

Sarwadi Sukiman- Dirigeant du Syndicat des paysans indonésiens (SPI), province de Jambi, Sumatra.

Je fais partie du Syndicat des paysans indonésiens (SPI), dans la province de Jambi. *Ces dernières années, avec l'expansion des plantations d'huile de palme, nous devons, en tant que paysans de Jambi, faire face à une concurrence accrue pour avoir accès aux terres et à l'eau.* Nos terres sont convoitées car elles sont appropriées aux plantations pour l'huile de palme dont la demande ne fait qu'augmenter de plus en plus. Rien qu'à Jambi, depuis 2008, 75.560 hectares de terres agricoles sont chaque année reconverties pour la culture de palmiers. *Cela fait de Jambi l'une des provinces les plus menacées par l'insécurité alimentaire.* Les conflits entre les paysans et les entreprises d'huile de palme font rage. Curieusement, ces entreprises, ayant détruit nos terres et nos ressources en eau, sont considérées aujourd'hui comme favorables à l'environnement et à la société, bénéficiant du label RSPO* et autres qui en font des entreprises vertes. Il n'y a pourtant rien de vert dans leur mode de production qui épuise nos sols, pollue notre eau et oblige les populations à abandonner leurs

terres. Nous savons bien que seules les petites exploitations familiales peuvent lutter contre le réchauffement climatique et permettre de ne plus avoir recours aux diverses formes de biotechnologie, aux produits agro-chimiques ainsi qu'à la géo-ingénierie promues par l'économie verte. **Round table on Sustainable Palm Oil.*

REDD au Costa Rica : la privatisation de la spiritualité des Bribri

Cet article se base sur un entretien avec Filidencio Cubillo réalisé par Henry Picado (CCOECOCEIBA) pour Radio Ceiba et Radio Mundo Real. Divers gouvernements costaricains ont fait la promotion des PSE, affirmant que grâce à ce genre de politiques la couverture forestière du pays avait augmenté. Mais la réalité démontre que cela est faux, car nombre d'autres facteurs ont permis à la forêt de se reconstituer. Les PSE ne permettent pas de réduire la pauvreté ou de mieux redistribuer les ressources. Actuellement, le gouvernement est en train de mettre en place le mécanisme REDD qui affecte les populations autochtones Bribri, qui vivent dans la région sous-atlantique. Filidencio Cubillo, membre des Bribri explique que "la communauté est très inquiète de l'intention du gouvernement d'appliquer ce mécanisme à près de mille hectares de forêts". *"Ces forêts sont plus que des forêts pour nous, ce sont des lieux sacrés.* L'une d'elles, la forêt Surayo est le lieu d'origine de la création et des semences indigènes. Ces forêts ont été choisies par Sibú (le père sacré au cœur de la Cosmovision) pour donner vie aux semences. Il en va

de même pour la colline Namasol. C'est pour cela que le reste du monde ne comprend pas notre façon de voir, de sentir, d'exprimer notre spiritualité. Le reste du monde met l'argent au centre de tout, et considère que tout est une marchandise. Nous rejetons ce projet qui prétend sauvegarder une partie de ces forêts, mille hectares pour l'instant, mais certainement davantage par la suite. Nous al-

lons défendre ces forêts. Ce sont elles qui nous nourrissent, qui nous abreuvent et elles appartiennent aux générations futures. Pourquoi cherchent-ils à mettre un prix sur nos lieux sacrés alors qu'ils ne le font pas avec les leurs, avec leurs églises, leur terres sacrées...?

<http://www.radiomundoreal.fm/Putting-a-price-on-Nature?lang=es>

LE MONDE EN PAROLES

La souveraineté alimentaire, un droit humain

Le 14 Mai, lors de la 11ème session de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, le Caucus autochtone d'Amérique Latine a demandé à ce que la souveraineté alimentaire soit considérée comme un droit fondamental, reconnu et respecté par tous les États et par toutes les Institutions internationales. Leur requête a été intégrée dans la déclaration du Caucus: "Droit à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire". Dans cette déclaration les accords de libre-échange sont reconnus comme les principaux instruments qui détruisent les moyens de subsistance des petits producteurs et qui soutiennent les exportations agricoles tout en amplifiant l'insécurité alimentaire. Les accaparements par les multinationales de terres appartenant aux populations autochtones et les mégaprojets d'infrastructure y sont aussi dénoncés. Enfin, l'importance des savoirs des populations autochtones et l'importance du rôle des femmes dans la production alimentaire sont soulignées. <http://alainet.org/active/54849>

Monsanto chassé de Pologne!

La mobilisation des apiculteurs en Pologne a mené à l'interdiction dans tout le pays du maïs MON810 de Monsanto. Ce maïs a été modifié génétiquement pour produire l'insecticide Bt. Les apiculteurs ont été les témoins directs du lien entre ce maïs et la mort des abeilles. La Pologne est le premier pays à avoir réagi en interdisant cet OGM. Le maïs Monsanto est considéré directement responsable du syndrome d'effondrement des colonies d'abeilles qui affecte différentes parties du monde. Sept jours plus tard, la France annonçait une interdiction provisoire de la variété MON810. Les débats concernant les cultures de plantes génétiquement modifiées sont au point mort au niveau de l'UE, faute de consensus entre les 27 États membres. L'année dernière Monsanto a racheté Beeologics, un organisme de recherche de pointe sur la disparition des abeilles, afin d'étudier si le syndrome est dû, ne serait-ce qu'en partie, aux produits Monsanto.

Les paysans tanzaniens exigent la fin de l'accaparement des terres par le gouvernement!

Le 17 avril, journée internationale de la lutte des paysans, le réseau national des petits agriculteurs de Tanzanie (MVIWATA) a organisé une conférence nationale sur la question de l'accaparement des terres. Les paysans et paysannes ont reconnu le danger qu'il y avait pour le pays de continuer à accueillir davantage d'investisseurs qui se saisissent des terres et le besoin de s'unir pour défendre leurs droits. En Tanzanie, la querelle au sujet des terres remonte à une vingtaine d'années. Lorsque le Parc National Tarangire s'est étendu, plus de 2000 paysans des villages avoisinants se sont vu confisqué leurs terres et ont été empêchés de continuer à les travailler, et ce sans la moindre compensation. Récemment, l'expulsion des bergers d'autres territoires, met en lumière la violation continue des droits des populations. La conférence a rassemblé plus de cent participants, la plupart étant des femmes en provenance des zones où la lutte pour les terres est intense. www.mviwata.org

Parmi les accords secrets...

Le Partenariat trans-Pacifique (TPP) est un accord de libre-échange dont la négociation est en train de se faire dans le secret, entre l'Australie, Brunei, le Chili, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour, les États-Unis et le Vietnam. Le 12ème cycle de négociations s'est tenu à huit-clos à Dallas, Texas, du 8 au 18 mai. Au mois 600 conseillers d'entreprises y étaient présents tandis que le public, la société civile, les organisations et les journalistes en étaient exclus. L'esprit de secret qui entoure ce partenariat est particulièrement inquiétant. Les gouvernements impliqués ont déjà annoncé que les documents d'information ne seront publiés que quatre ans après la mise en place du partenariat, que celui-ci réussisse ou qu'il échoue. Partout dans le monde, l'opposition augmente. Pour en savoir plus: <http://occupytpa.wordpress.com/>

Le prochain bulletin traitera de la ville et l'alimentation, l'agriculture urbaine! Veuillez envoyer vos contributions - articles, photos, interviews à info@nyeleni.org avant le 30 de Juillet!

A lire, à écouter, à voir et à partager

- Bio-economy versus Biodiversity, Global Forest Coalition, Avril 2012 <http://globalforestcoalition.org/wp-content/uploads/2012/04/Bioeco-no-vs-biodiv-report-with-frontage-FINAL.pdf>
- The New Biomasssters, ETC Group, Novembre 2010 <http://www.etcgroup.org/en/node/5232>
- Who will control the Green Economy? ETC Group, Novembre 2011 <http://www.etcgroup.org/en/node/5296>
- The Green Economy: the Wolf in Sheep's clothing, Edgardo Lander, TNI - 2011 <http://www.tni.org/report/green-economy-wolf-sheeps-clothing>
- Soberanía Alimentaria Biodiversidad y Culturas, Num.9/Avril 2012 <http://revistasoberaniaalimentaria.files.wordpress.com/2010/08/sabc9.pdf>
- Combattre Monsanto. Résistance populaire au pouvoir de l'industrie agroalimentaire à l'heure de 'l'économie verte' et du changement climatique, Amis de la Terre international, La Via Campesina, Combat Monsanto, Mars 2012 http://viacampesina.org/fr/index.php?option=com_content&view=section&layout=blog&id=8&Itemid=30
 - Nouveau rapport. Conférence paysanne Internationale : Stop aux accaparements de terres!, LVC - Novembre 2011 http://viacampesina.org/fr/index.php?option=com_content&view=section&layout=blog&id=8&Itemid=30
 - Rio +20, Il est temps d'agir, www.timetoactrio20.org
 - Responsabilité extraterritoriale des Etats, le pillage des ressources en Afrique Sub-Saharienne, Veterinarios sin Fronteras, 2012 http://www.veterinariossinfronteras.org/mm/file/AFRICA_SUB_FRANCES_web.pdf - faisant partie de la campagne: Paren, aquí vive gente (Arrêtez, les gens vivent ici) <http://www.aquivivegente.org>
 - Vidéo - Rio +20: Du développement durable à l'économie verte, quelle est en jeu? Quelles sont les alternatives? <http://vimeo.com/43595716>

Pour des informes et plus de références www.nyeleni.org

Personne ne vend la terre où marche son Peuple. Tashunka Witko, 1840-1877